

Coalition pour un Québec des Régions

COMMUNIQUÉ

Malgré la crise qui sévit en région, les partis politiques traditionnels n'ont rien à offrir.

St-Germain-de-Kamouraska, 27 novembre 2008. Avez-vous entendu les politiciens parler sérieusement des régions durant la présente campagne et durant le débat des chefs?

Pourtant, s'il est un endroit où sévit la «tempête» économique au Québec, c'est bien dans les régions périphériques : crise forestière, crise agricole, crise des pêcheries, crise de l'éolien, crise des PME, crise de centaines de petites municipalités en dévitalisation, instabilité dans les mines, chômage et exode, manque de main-d'œuvre spécialisée, infrastructures et services déficients, et surtout, une culture de dépendance croissante face aux décisions et aux fonds du gouvernement et de ses ministères tout puissants.

Comme par le passé, les rares promesses des politiciens en place à l'égard des régions se résument à une politique de «soupe populaire». Des programmes de secours, des crédits d'impôts, des fonds de développement et de prêts le plus souvent peu accessibles à des petites entreprises en démarrage, des petits projets locaux sans impact économique. Rien pour freiner la crise des économies régionales périphériques, pas plus d'ailleurs que le développement anarchique des régions urbaines plus divisées que jamais suite aux défusions.

La relance des économies régionales, tient à rappeler la Coalition pour un Québec des Régions, passe obligatoirement par une participation accrue d'instances territoriales élues à la gestion des ressources et des services sur leur territoire, ainsi qu'à la gestion des redevances et des budgets concernés, pour s'assurer que les intérêts de leur population sont pris en compte au lieu d'être laissés entre les mains de promoteurs étrangers et de fonctionnaires éloignés comme c'est toujours le cas. Dans les régions urbaines, comme le rappelait récemment un colloque tenu à Montréal, la relance passe aussi par une décentralisation des pouvoirs et une régionalisation des instances de décision. Les régions en crise n'ont pas besoin des secours paternalistes d'un État qui sait si bien les ignorer en général, mais d'autonomie et de démocratie pour se prendre en charge elles-mêmes. Les collectivités territoriales veulent prendre leur place. Qu'attend-t-on pour agir?

Information : Roméo Bouchard, coordonnateur de la Coalition pour un Québec des Régions, 418-492-5727, romeobouchard@sympatico.ca
Paul Cliche, Montréal, 514-256-8949, catoche@videotron.ca
Jacques Legros, Québec, 418-829-9888, jaqueline@videotron.ca
Pierre Hébert, Centre-du-Québec, 819-358-9596, pierreh@talwarwick.net
Philippe Daigle, Rimouski, 418-721-7779, kafka_phil@hotmail.com